

Assurance de Protection Juridique

Document d'information sur le produit d'assurance

IM Insurem
BEYOND INSURANCE

Compagnie d'assurance : **INSUREM INSURANCE LIMITED** 71 Tower Road SLIEMA SLM 1609 MALTA - N° d'enregistrement : C 91883.

Déléataire de gestion/Distributeur : ECA ASSURANCES, courtier d'assurances immatriculé à l'Orias sous le n° 07 002 344.

Gestionnaire de sinistres : Cfdp Assurances, entreprise d'assurances régie par le Code des Assurances.



Produit : **Protection Juridique**

REF : IPID.PJ.07.2020

Ce document d'information présente un résumé des principales garanties et exclusions du produit. Il ne prend pas en compte vos besoins et demandes spécifiques. Vous trouverez l'information complète sur ce produit dans la documentation précontractuelle et contractuelle.

De quel type d'assurance s'agit-il ?

C'est une assurance de Protection Juridique.

Elle intervient en cas de différend ou de litige opposant l'assuré à un tiers.

- Informer l'assuré sur ses droits,
- Effectuer des démarches pour essayer de résoudre amiablement le litige,
- Si nécessaire, prendre en charge des honoraires ou des frais de procédure.



Qu'est-ce qui est assuré ?

Les litiges de la **vie privée**, notamment en matière de :

- ✓ **Agressions et atteintes à l'intégrité physique ou morale** (agression, ...),
- ✓ **Santé** (erreur médicale, ...),
- ✓ **Habitation** (propriétaire, voisins, menus travaux,...),
- ✓ **Consommation** (livraison défectueuse, publicité mensongère, ...),
- ✓ **Caisses de retraites, organismes bancaires, assurances** (régimes de retraite, prestations bancaires,...)
- ✓ **Loisirs** (voyages, sports, animaux, ...),
- ✓ **Services publics** (ERDF, services municipaux, organismes sociaux,...),
- ✓ **Fiscalité**,
- ✓ **Travail** (litige avec un employeur, emplois familiaux)

Les garanties optionnelles (indissociables) :

- Droits numériques** (e-réputation, atteinte à l'image, usurpation d'identité),
- Construction et gros travaux**,
- Patrimoine mobilier** (valeurs mobilières, parts sociales, objets d'art,...),
- Couple** (divorce, ...),
- Famille** (donations, filiation - adoption, successions, ...).

Un barème s'applique aux honoraires d'avocats et d'experts.

Le plafond maximal par sinistre est de :

15 000 € TTC (ou 40 000 € TTC si garanties optionnelles souscrites).

Le plafond peut varier selon les domaines de garantie ou la territorialité concernés et une somme peut rester à la charge de l'assuré.

Les garanties précédées d'une coche verte ✓ sont prévues systématiquement au contrat.



Qu'est-ce qui n'est pas assuré ?

- ✗ Les litiges connus avant la souscription du contrat,
- ✗ Les litiges relevant d'une activité professionnelle (sauf en qualité de salarié ou d'employeur à domicile),
- ✗ Les biens donnés en location.
- ✗ La propriété, l'usage d'un véhicule.



Y a-t-il des exclusions à la couverture ?

PRINCIPALES EXCLUSIONS :

- ! Les faits volontaires,
- ! Le financement des preuves à apporter,
- ! Les litiges de construction ou gros travaux lorsque l'assurance Dommages Ouvrage n'a pas été souscrite par l'assuré,
- ! Les mesures prises avant la déclaration du sinistre ou à l'initiative de l'assuré (sauf urgence),
- ! Les condamnations.

PRINCIPALES RESTRICTIONS :

- ! Pour les garanties relatives aux travaux et à la fiscalité, la prise en charge est due si certains événements surviennent plus de six (6) mois après la date d'effet du contrat.
- ! Pour les garanties optionnelles relatives au couple ou à la famille, aux successions, la prise en charge est due uniquement si certains événements surviennent plus de vingt-quatre (24) mois après la date d'effet du contrat.



Où suis-je couvert(e) ?

- Dans le monde entier (les plafonds et les modalités d'intervention peuvent varier selon le pays).



Quelles sont mes obligations ?

Sous peine de nullité du contrat ou de non-garantie :

- A la souscription, l'assuré doit déclarer sa situation de manière exacte et sincère.
- En cours de contrat, l'assuré doit déclarer les changements de sa situation.
- En cas de sinistre, l'assuré doit le déclarer sans tarder ; ne pas prendre d'initiative sans consultation préalable du Gestionnaire de sinistre; relater les faits avec sincérité et établir par tous moyens la réalité du préjudice qu'il allègue.



Quand et comment effectuer les paiements ?

A la souscription du contrat puis chaque année à son renouvellement par chèque, virement ou prélèvement.

Le paiement peut être effectué en une seule fois ou avec un fractionnement possible sur demande.

La cotisation ou fraction de cotisation doit être payée dans les dix (10) jours suivant son échéance. A défaut, suite à mise en demeure, le contrat peut être suspendu puis résilié.



Quand commence la couverture ? Quand prend-elle fin ?

La couverture commence à la date d'effet mentionnée sur le contrat, sauf principales restrictions mentionnées ci-avant.

Le contrat est conclu pour douze (12) mois à compter de la souscription et se renouvelle d'année en année par tacite reconduction sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties.

La couverture prend fin à l'expiration du contrat.



Comment puis-je résilier le contrat ?

Par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas indiqués au contrat, dont voici les principaux :

- à la date d'échéance principale du contrat, en respectant le préavis,
- en cas de modification de situation ayant une influence directe sur les risques garantis.